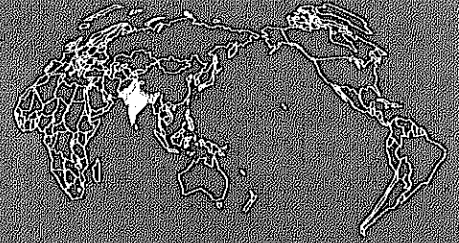
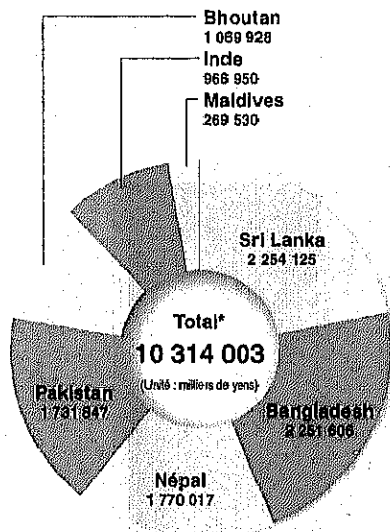


# Asie du Sud-Ouest



Piliers de l'aide Une priorité absolue : La coopération en faveur de la réduction de la pauvreté

## Résultats de la coopération par pays (Exercice 2004)



\*Montant total de la coopération fournie aux pays mentionnés

L'Asie du Sud-Ouest regroupe environ 40 % des pauvres de la planète. Sur le plan de l'éducation et de la santé, le développement du Sud-Ouest asiatique est bien inférieur à celui d'autres régions pauvres. De plus, l'égalité des sexes est loin d'y être une réalité et quantité de problèmes subsistent.

Par conséquent, la réduction de la pauvreté, intégrant la perspective de la sécurité humaine, constitue une priorité pour la JICA dans la région. Concrètement, cette coopération passe à la fois par : (1) une amélioration des conditions de vie élémentaires (santé, population, éducation et eau salubre) et par (2) une croissance économique stable (développement agricole et rural, promotion de l'investissement et des petites et moyennes entreprises, développement des infrastructures économiques). Par ailleurs, une aide sera également fournie pour améliorer la gestion des affaires publiques, pour résoudre les problèmes écologiques liés à l'urbanisation et à l'industrialisation, et pour

promouvoir l'égalité entre les sexes.

Le soutien à la consolidation de la paix sera également maintenu, essentiellement au Sri Lanka. Le soutien à moyen et à court terme pour le redéveloppement et la prévention des catastrophes naturelles se poursuivra au Sri Lanka et aux Maldives, touchés par le séisme de Sumatra et le tsunami de l'océan Indien, en décembre 2004.



Ce groupe de femmes suit un cours d'alphabétisation avec des manuels conçus par la JICA (Népal). Photo : Kazuo Hamada

## État actuel du développement régional

### Réduction de la pauvreté

L'Asie du Sud-Ouest se compose de sept pays : Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan et Sri Lanka. Elle compte environ 1,3 milliard d'habitants, dont plus de 400 millions de personnes vivant dans le dénuement. Dans la région, diverses questions politiques et sociales sont liées de manière complexe à quantité de facteurs (groupe ethnique, religion, langue et climat), ce qui contribue à une profonde diversité culturelle et sociale, mais aussi à une instabilité de la société. Tous ces pays mettent en œuvre des politiques de développement visant à réduire la pauvreté, et des progrès ont été obtenus dans certains domaines, comme l'éducation et la santé. Toutefois, le niveau de développement de la région demeure insuffisant.

Ces dernières années, l'Asie du Sud-Ouest a connu un taux annuel de croissance économique d'environ 5 %. Si cette évolution est positive, quantité de pays restent tributaires de l'exportation de certains produits spécifiques, comme les produits agricoles et l'habillement. Dans ce contexte économique vulnérable, la balance commerciale et l'équilibre budgétaire de ces pays sont perpétuellement déficitaires. Les tensions entre le Pakistan et l'Inde s'apaisant progressivement, la création d'une zone de libre échange en Asie du Sud-Ouest, qui a été proposée, pourrait stimuler l'activité économique dans les pays de la région et contribuer à la stabilité de celle-ci.



Un expert et des techniciens de la société de télécommunications du Bhoutan modernisent le réseau téléphonique.

# Questions prioritaires dans les projets de la JICA

## Contribuer à une meilleure gestion des affaires publiques

Depuis quelques années, le processus démocratique progresse dans la région, tout comme la transition vers la décentralisation.

Au Pakistan et au Bhoutan, la JICA met en œuvre le programme d'aide à la décentralisation, avec la participation des citoyens, dans le but de développer les capacités dans les administrations locales. Au Bangladesh aussi, la JICA apporte son soutien à la création d'un système permettant aux citoyens d'exprimer leurs attentes en matière de développement, rapprochant ainsi les administrations locales des citoyens.

Au Sri Lanka, le système éducatif actuel pèse lourdement sur les finances du pays et la qualité de l'enseignement se dégrade. Pour cela, le programme de réforme du système éducatif y est mis en œuvre, pour revoir le fonctionnement de l'administration scolaire. Au Sri Lanka encore, le programme de soutien à l'administration de la santé est destiné à développer les services de santé et améliorer les conditions de vie des plus pauvres, en réformant la politique menée actuellement dans le domaine de la santé et en favorisant l'évolution vers un système de soins efficace. Au Pakistan, un programme de réforme de la police est en cours, visant à mettre en place une justice pénale juste et équitable en favorisant des changements fondamentaux, comme la décentralisation de l'administration de la police, prévue par la nouvelle législation pénale.

À l'avenir, la JICA entend poursuivre ce type d'aide destinée à améliorer la gestion des affaires publiques. Parallèlement, la diffusion du savoir-faire et des enseignements issus de ces projets permettra à la JICA

d'étudier la meilleure manière de les mettre à profit lors de la mise en œuvre de projets destinés à améliorer la gestion des affaires publiques.

## La perspective de la sécurité humaine

Dans cette région qui compte tant de pauvres, la JICA considère que la lutte contre la pauvreté constitue une priorité, dans tous les pays. L'Agence s'attache à y formuler et à y mettre en œuvre des projets intégrant en amont la perspective de la sécurité humaine.

Concrètement, elle fournit une aide aux populations et aux régions en difficulté, pour y assurer des conditions de vie élémentaires (comme l'eau salubre, les soins médicaux, etc.). Ces projets recouvrent : la remise en état et la reconstruction du district de Mannar par un projet d'approche communautaire au Sri Lanka, qui porte sur la remise en état des infrastructures de base et l'autonomisation de groupes communautaires ; le projet de lutte contre les maladies infectieuses au Bangladesh, qui vise la poliomyélite et la filariose ; le programme de distribution d'eau salubre en Inde, mis en place dans des zones pauvres, ainsi que la lutte contre la tuberculose et le projet de renforcement du programme élargi de vaccination / lutte contre la poliomyélite au Pakistan et au Népal.

Les populations les plus pauvres sont particulièrement vulnérables en cas de catastrophes naturelles et de contamination de l'environnement. Divers programmes visent à les protéger, comme le programme de décontamination des eaux chargées en arsenic (voir p. 16-17) au Bangladesh ; les mesures de lutte contre les inondations au Pakistan et au Bangladesh ; le projet intégré de réduction de la pollution et de gestion du bassin

## Sur le Terrain

### Inde Aide aux groupes d'auto-assistance de femmes

Encourager la vente directe du producteur au consommateur et aider les efforts d'autonomie des femmes

#### Une vie autonome

En juillet 2004, SOMNEED, une association à but non lucratif (ABNL) japonaise dont le siège se trouve dans la préfecture de Gifu, a mis en place un projet de soutien à l'autonomisation des femmes à Vishakhapatnam, dans l'Andhra Pradesh, en Inde. Que ce soit dans les zones urbaines ou dans les zones rurales, les personnes les plus touchées par la pauvreté sont toujours les femmes. L'objectif de ce projet n'est pas d'aider ces femmes, mais plutôt de favoriser l'émergence de leaders parmi elles et d'encourager ces femmes à envisager leur vie de façon autonome. Concrètement, les activités menées dans le cadre du projet recouvrent la vente directe de produits du producteur au consommateur, grâce aux réseaux des producteurs et des consommateurs, ainsi que la gestion et le fonctionnement du centre de production et de distribution.

Au cours de la première année, des formations et des visites ont été organisées sur le terrain, pour inciter les femmes à réfléchir sur l'intérêt que présentent ces activités pour une vie autonome, et sur l'intérêt en général des groupes d'auto-assistance de femmes.

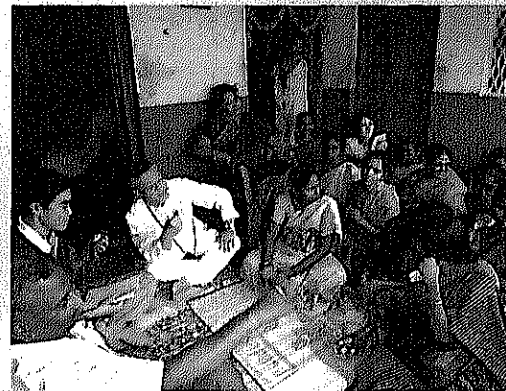
#### Initiative et pouvoir

Au départ, tous les groupes pensaient pouvoir se contenter d'une aide versée par une ONG ou par l'État. Les habitantes des quartiers pauvres en zone urbaine ou rurale croyaient être privées de tout pouvoir de décision. Or ce projet ne cesse de les questionner : « Pensez pour vous. À qui appartient ce groupe ? » La spécificité du projet réside dans le fait qu'il incite les femmes à découvrir le potentiel recelé par ces groupes et à en tirer un pouvoir dont elles pensaient être privées, pour tenir leur comptabilité et pour fixer des règles de fonctionnement pour le groupe, à leur propre initiative.

À ce jour, les membres du comité de direction du projet ont été choisis, tout comme les membres du comité opérationnel pour le centre de production et de distribution. Désormais, tous commencent à se dire : « C'est notre travail »,

« Nous sommes partenaires de la JICA et de SOMNEED », « C'est à nous de faire fonctionner ce centre ». Les réunions de comité se tiennent deux fois par mois, et les réunions des différents groupes, autrefois épisodiques, se tiennent désormais régulièrement.

(Bureau de la JICA en Inde)



Désormais, ces femmes participent activement aux séances de questions-réponses.

fluvial du Gange en Inde. Notamment au Bangladesh, l'Agence s'attache à améliorer l'impact des projets en rapprochant les citoyens des administrations nationales et locales, en collaboration avec des ONG, associant pour cela plusieurs types d'aides, comme la coopération technique et la coopération financière non remboursable.

### Aide à la consolidation de la paix et à la reconstruction après le tsunami

La guerre civile, qui a secoué le Sri Lanka pendant 20 ans, faisant quantité de morts, de déplacés et de réfugiés, a pris fin en février 2002. La Conférence de Tokyo pour la reconstruction et le développement du Sri Lanka a eu lieu et la communauté internationale s'est engagée unanimement en faveur de la consolidation de la paix au Sri Lanka. Pour y contribuer activement, la JICA mettra en œuvre des projets de coopération en respectant l'équilibre entre les différentes régions, mais aussi entre les groupes ethniques, pour que toute la population du Sri Lanka puisse vivre en paix. Cet engagement contribuera au retour à la paix dans le pays. Au Népal, un projet de consolidation de la paix est en cours de formulation, avec la plus grande attention.

Le séisme de Sumatra et le tsunami de l'océan Indien, survenus en décembre 2004, ont provoqué des dommages considérables sur les rivages du Sri Lanka et des Maldives. Déjà impliquée dans ces pays avec des projets de coopération, la JICA a décidé d'assurer avec souplesse la transition

entre l'aide à court terme, avec des secours humanitaires d'urgence, et l'aide à moyen et à long terme, comme le redéveloppement et la prévention des catastrophes naturelles après la reconstruction. Cette coopération se poursuivra (voir p. 11-12) à l'avenir.

De plus, au Sri Lanka, de nombreuses zones touchées par le tsunami ont également été en proie à des conflits. C'est pourquoi la perspective de la consolidation de la paix a été intégrée à l'aide à la reconstruction après le tsunami.



La JICA participe à la réinstallation de réfugiés et de personnes déplacées en raison des conflits armés (camp de réfugiés de Trincomalee dans le nord-est du Sri Lanka).

## Sur le Terrain

### Sri Lanka

#### Activités d'aide aux populations touchées par le tsunami, dans le Sud du pays

#### Les populations des zones sinistrées retrouvent le sourire

##### Un mois d'aide pour les centres d'évacuation

Début mars, une équipe de 19 JOCV a été envoyée pour un mois au Sri Lanka, touché de plein fouet par le tsunami. Les volontaires se sont rendus dans les 19 centres d'évacuation de Matara, à 160 km au sud de Colombo. En avril 2005, on recensait à Matara 1 087 morts et 29 550 personnes contraintes de vivre dans des centres d'évacuation. Les JOCV y ont organisé des ateliers d'art et d'artisanat (création de céramiques, d'objets d'artisanat traditionnel, etc.), des activités récréatives (spectacles à base d'images, origami, marionnettes, danses folkloriques, bowling, etc.) et des activités sportives (football, volley, etc.) pour aider les populations des camps à évacuer leur stress et à atténuer leur anxiété. À la fin de leur mission, les volontaires ont organisé une manifestation dansante, qui constitue la forme traditionnelle d'exorcisme dans la région du Sud, et ils y ont participé avec les résidents des

camps. Adultes et enfants, tous ont pris plaisir à chanter, danser et à faire du sport. Lors des activités sportives en équipes, les encouragements du public étaient si forts qu'il était impossible d'entendre quoi que ce soit d'autre.

En quittant un camp, après y avoir terminé une activité, les JOCV se voyaient inmanquablement demander : « Quand allez-vous revenir ? » ou dire : « Revenez, s'il vous plaît. », ce qui leur a démontré l'importance de leur action.

##### Des rencontres et des sourires

Quantité de populations touchées par la catastrophe vivent dans la peur et l'inquiétude, privées de toute perspective de reconstruire leurs maisons ou de trouver un emploi, sans parler de la douleur liée à la perte de membres de leurs familles, d'amis et de leurs biens. Ces

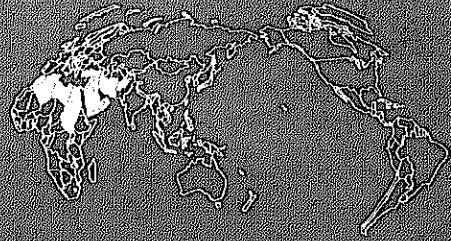
activités ont permis aux populations touchées par le tsunami de retrouver un semblant de normalité. Tous les JOCV impliqués dans cette mission avaient déjà travaillé comme JOCV au Sri Lanka, et maîtrisaient la langue locale, le cinghalais, ce qui leur a permis d'entrer rapidement en contact avec les victimes du tsunami, récoltant quantité de sourires.

(Bureau de la JICA au Sri Lanka)



Les danses folkloriques avec les enfants font renaitre des sourires sur tous les visages.

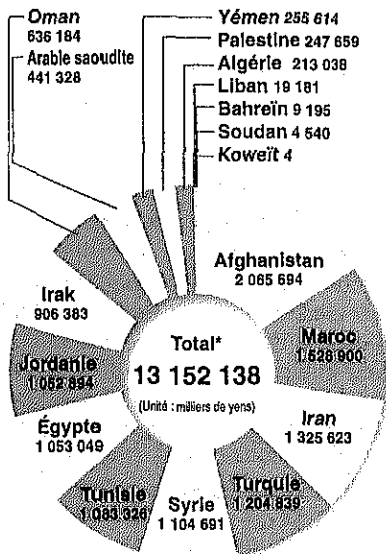
# Moyen-Orient et Maghreb



## Piliers de l'aide Consolidation de la paix et aide à la reconstruction en Afghanistan, en Irak et en Palestine

### Résultats de la coopération par pays

(Exercice 2004)



\* Montant total de la coopération fournie aux pays mentionnés

Quantité de pays de la région connaissent divers facteurs d'instabilité, comme la hausse du chômage liée à l'explosion démographique, l'accroissement des disparités de revenus associées à la déréglementation de l'économie et des incertitudes quant à la situation politique. La question palestinienne, qui demeure irrésolue, affecte considérablement l'ensemble de la région. Or la paix au Moyen-Orient est essentielle à la stabilité régionale, mais aussi internationale. À l'instar de la Palestine, l'Afghanistan et l'Irak sont en pleine reconstruction nationale. Ce processus, soutenu par une collaboration à l'échelle internationale, intervient dans des pays dotés de nouveaux systèmes politiques.

Pour la JICA, la consolidation de la paix et l'aide à la reconstruction en Afghanistan, en Irak et en Palestine constituent des priorités absolues, essentielles à la stabilité de la région. L'aide mise en œuvre par l'Agence intègre la perspective de la sécurité humaine, tout en favorisant l'administration du pays par les populations locales et l'amélioration des capacités permettant l'autonomie de ces pays, où les autorités nationales et l'administration ne

fonctionnent pas toujours au niveau local.

Par ailleurs, l'Irak, la Palestine et les États arabes voisins sont unis par des liens étroits, non seulement sur le plan politique et économique, mais aussi culturel et social. S'appuyant en cela sur la politique de l'unité arabe, la JICA s'engage activement en faveur de projets de développement des capacités pour l'Irak et la Palestine, en coopération avec l'Égypte et la Jordanie.

Le développement des ressources humaines pour l'industrie est un enjeu commun à tous les pays de la région, qui permettra à la fois d'assurer la compétitivité de l'industrie dans un contexte de libéralisation des échanges, et de résoudre les problèmes liés à l'emploi, ce qui constitue deux objectifs importants. Dans les pays de la région où la libéralisation des échanges avec l'UE s'intensifie, l'amélioration des capacités techniques contribue à rendre l'industrie plus compétitive. Pour cela, la JICA axe ses efforts sur la coopération en matière de formation professionnelle et technique, pour améliorer les compétences techniques des forces vives et contribuer à résoudre le chômage des jeunes.

## État actuel du développement régional

La région a connu de nombreux conflits, ayant entraîné moult redécoupages des frontières et changements de systèmes politiques. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la région a été le théâtre de nombreux conflits, dont plusieurs guerres au Moyen-Orient, la guerre du Liban, la guerre civile en Afghanistan, la guerre Iran-Irak, la guerre du Golfe et la guerre en Irak.

La région connaît des problèmes sociaux complexes, sur le plan ethnique et religieux, auxquels viennent s'ajouter une hausse du chômage, un accroissement des disparités de revenus et un manque de dynamisme de la vie politique, qui ont engendré un mécontentement de l'opinion publique, dans un contexte caractérisé par d'importants facteurs d'instabilité. Dans un environnement marqué par la lutte contre le terrorisme à l'échelle internationale et les problèmes liés à l'exploitation des ressources naturelles, l'instabilité devrait perdurer dans la région.

Depuis les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, la démocratisation de la région est devenue un

enjeu majeur. Les élections présidentielles de l'Autorité palestinienne et les élections pour l'Assemblée nationale transitoire en Irak se sont toutes deux tenues en janvier 2005. Ces deux scrutins se sont déroulés de manière plus démocratique que les précédentes élections dans la région. La démocratisation restera un enjeu de taille dans la région, et les gouvernements des différents pays ont annoncé un engagement énergique dans ce sens.

Sur le plan économique, la libéralisation des échanges au sein de la région se poursuit. Le développement d'industries compétitives, la lutte contre le chômage et la formation d'une main-d'œuvre qualifiée sur le plan technique sont des enjeux majeurs. D'ailleurs, la création d'industries performantes à l'échelle internationale et l'amélioration de la situation de l'emploi sont des questions importantes pour le développement de la région, qui doivent être traitées de manière urgente.



## Questions prioritaires dans les projets de la JICA

### Les priorités par pays

#### **Palestine – Paix au Moyen-Orient et sécurité humaine**

Bien que le processus de paix ait été ralenti par la deuxième Intifada en septembre 2000, une feuille de route pour le Moyen-Orient a été adoptée en juin 2003. Mahmoud Abbas, qui appartient au camp des modérés, a été élu président de l'Autorité palestinienne en janvier 2005, incarnant un espoir de progrès.

Le gouvernement japonais a annoncé une aide de 60 millions de dollars pour soutenir le processus de paix au Moyen-Orient, ainsi que la mise en place d'une politique d'aide reposant sur les quatre piliers suivants : aide humanitaire, soutien aux réformes menées par l'Autorité, création d'un climat de confiance et soutien à l'indépendance économique. Soucieuse d'intégrer la perspective de la sécurité humaine, la JICA apportera également activement des aides directes, contribuant à améliorer les conditions de vie de la population (soutien à court terme). De plus, pour participer au développement des infrastructures et à l'autonomie du futur État palestinien, la JICA apportera son soutien dans divers domaines prioritaires comme les réformes administratives, le processus démocratique, le développement du secteur de la production, l'amélioration des infrastructures touchant à la vie quotidienne des populations et la création d'un climat de confiance (aide à moyen et à long terme).

#### **Afghanistan – Démocratisation et développement socio-économique**

Depuis la chute du régime des Talibans en 2001, la reconstruction de l'Afghanistan a progressé grâce à l'aide de la communauté internationale. En juin 2005, environ 60 000 anciens combattants avaient été désarmés, et 3,8 millions de réfugiés avaient pu rentrer chez eux. Le processus démocratique a été engagé, avec la mise en place de la nouvelle administration et l'investiture du président Karzai, à l'issue des élections nationales. Les élections pour la chambre basse du parlement et pour les conseils provinciaux, quant à elles, se sont tenues en septembre 2005.

Au cours des trois dernières années, la JICA a mis en œuvre des projets d'un montant d'environ 6,7 milliards

de yens. Durant la phase de la reconstruction d'urgence, routes, écoles et infrastructures médicales ont été rebâties, et la réforme de domaines-clés du développement, comme l'éducation, la santé et le développement agricole, a été entamée.

La JICA va mettre en œuvre des activités intégrant la perspective de la sécurité humaine, en se concentrant sur des projets profitant directement aux populations, dans les domaines suivants : alphabétisation, lutte contre la tuberculose, protection maternelle et infantile, égalité entre les sexes et développement rural. De plus, pour encourager le développement à moyen et à long terme, un soutien sera apporté dans le domaine des infrastructures comme les routes, de l'électricité, des ressources en eau, du développement agricole et de l'amélioration des capacités administratives, en collaboration avec des organismes internationaux et d'autres pays donateurs.

#### **Irak – Consolidation de la paix et reconstruction d'après-guerre**

Après la chute du gouvernement de Saddam Hussein, au printemps 2003, des élections se sont tenues en Irak en janvier 2005, marquant le début de la reconstruction du pays par les citoyens irakiens. Toutefois, les attaques persistantes menées par des groupes armés et l'instabilité qui prévaut dans le pays n'augurent rien de bon pour la région.

Lors de la Conférence internationale des pays donateurs pour la reconstruction de l'Irak qui s'est tenue en octobre 2003, le gouvernement japonais a annoncé l'octroi d'une aide totale de 5 milliards de dollars, composée d'une aide sous forme de dons de 1,5 milliard et de prêts pouvant s'élever jusqu'à 3,5 milliards de dollars. La JICA réalise diverses études relatives à la mise en œuvre de cette aide. Chaque année, plus de 600 Irakiens bénéficient de formations dans des secteurs comme les soins médicaux, l'électricité et la maîtrise des ressources en eau, dispensées dans des pays arabes voisins, comme l'Égypte et la Jordanie, ou au Japon, dans le but de développer les ressources humaines nécessaires à la construction de l'État irakien.

#### **Égypte, Jordanie, Maroc et Tunisie – Coopération Sud-Sud**

Les pays arabes sont non seulement unis par des liens étroits sur le plan politique et culturel, ils partagent également de nombreux problèmes en matière de développement. La coopération régionale permet d'aborder ensemble ces problèmes, de manière efficace, contribuant ainsi à la stabilité de toute la région.

En assurant quantité de formations pour l'Irak et la Palestine, dispensées en Égypte et en Jordanie, la JICA favorise la coopération Sud-Sud, au service de la consolidation de la paix et de la coopération régionale. Dans le cadre de la coopération technique pour l'Afrique, réalisée conformément aux accords de partenariat conclus avec l'Égypte, la Tunisie et le Maroc, la JICA assure divers stages de formation pour l'Afrique, qui s'appuient sur les résultats obtenus lors de projets déjà mis en œuvre par la JICA.



Une formation agricole a été mise en œuvre pour des Afghans, dans le cadre d'une coopération entre la Syrie et la JICA.



Grâce à l'aide du Japon, un musée a vu le jour, afin de mettre à profil les importantes ressources touristiques du pays et contribuer ainsi à sa reconstruction économique. Ici, un atelier est organisé pour des élèves des écoles primaires (Jordanie).

## Développement des ressources humaines et formation professionnelle

Dans quantité de pays de la région, qui connaissent une explosion démographique, le chômage des jeunes est devenu un véritable problème de société. Dans un contexte de libéralisation croissante des échanges et de renforcement de la concurrence internationale, l'amélioration des compétences techniques est indispensable au développement industriel et à la création d'emplois. La JICA a activement apporté son soutien au développement des ressources humaines et à la formation professionnelle dans la région. Pour l'avenir, l'Agence continuera à s'engager dans ce sens en améliorant la qualité de la formation professionnelle et le développement des capacités des techniciens, et en encourageant la collaboration avec le secteur privé, en tenant compte des besoins du marché du travail.

## Maîtrise des ressources en eau et protection de l'environnement

Le Moyen-Orient et le Maghreb forment la région du monde qui possède le plus faible volume en ressources en eau renouvelables. Les conflits liés à la répartition des ressources en eau sont devenus un facteur d'instabilité dans la région, dont ils entravent le développement. Le développement économique récent ainsi que l'urbanisation et l'industrialisation rapides ont une incidence négative sur l'environnement, entraînant des problèmes comme la pollution de l'eau, la multiplication des déchets solides et la pollution atmosphérique. Il convient d'assurer la stabilité de l'offre en eau et de garantir une utilisation rationnelle de cette ressource, tout en mettant en place, de toute urgence, des réglementations de protection de l'environnement, des technologies permettant de réduire la pollution et des technologies d'économie d'énergie. La JICA assure une coopération technique dans une vaste palette de domaines, pour former les forces vives de la région dans divers domaines techniques comme la gestion de l'environnement, la maîtrise des ressources en eau et la maîtrise de la distribution de l'eau.



Des activités de réhabilitation sont mises en place au niveau local, pour construire dans l'ensemble de la région une société ouverte, intégrant les personnes handicapées (Syrie).

## Sur le Terrain

### Égypte

### Formations médicales pour l'Irak

Le Japon et l'Égypte coopèrent pour contribuer au développement des ressources humaines en Irak

#### Un stage dans un pays tiers lancé en mars 2004

Après les élections organisées le 30 janvier 2005 par le gouvernement transitoire, un stage dans un pays tiers a été lancé le 4 mars en Égypte, pour 113 médecins et infirmiers irakiens, dans un contexte d'optimisme concernant la construction d'un nouvel Irak.

Divers secteurs de l'infrastructure sociale irakienne ont connu une nette dégradation, en raison des

ravages provoqués par la guerre et des restrictions économiques qui ont pesé sur le pays pendant 13 ans. Si la communauté internationale apporte tout son soutien à la reconstruction de l'Irak, aucune amélioration n'est à constater sur le plan de la sécurité, et les activités d'aide dans le pays ne progressent pas comme prévu.

Dans ce contexte, la JICA soutient le développement des ressources humaines conjointement avec les pays voisins de l'Irak. En mars 2004, l'Agence a lancé en Égypte des stages dans un pays tiers destinés à des médecins et à des infirmiers et infirmières irakiens. Quelque 446 médecins, infirmiers et infirmières en ont bénéficié, dans le cadre de quatre stages.

#### Retombées positives de la coopération en Égypte

La mise en œuvre des stages s'est heurtée à diverses difficultés. Dans un

pays où l'état des télécommunications laisse à désirer, la communication et la coordination nécessaires pour organiser la formation ont exigé un temps et un travail considérables. De plus, le niveau technique et les besoins en formation des médecins et du personnel infirmier venus des quatre coins d'Irak étaient extrêmement disparates.

Quoi qu'il en soit, l'école de médecine de l'Université du Caire, qui est l'organisme de mise en œuvre du stage, a su apporter des réponses différenciées aux besoins divergents de plus de 100 stagiaires. En une vingtaine d'années, la JICA a mis en œuvre des projets très différents à l'Université du Caire, pour contribuer à l'amélioration des compétences médicales, et cette aide a débouché à son tour sur la coopération de l'Égypte avec un autre pays.

Les médecins et le personnel infirmier irakiens qui ont suivi ces stages pourront sans nul doute mettre à profit les connaissances acquises, pour œuvrer à la reconstruction de l'Irak.

(Bureau de la JICA en Égypte)



Après la guerre du Golfe, les échanges internationaux avec l'Irak ont été interrompus, privant les professionnels de la santé de nombreuses possibilités d'acquies les connaissances les plus récentes ou de découvrir les dernières innovations technologiques.

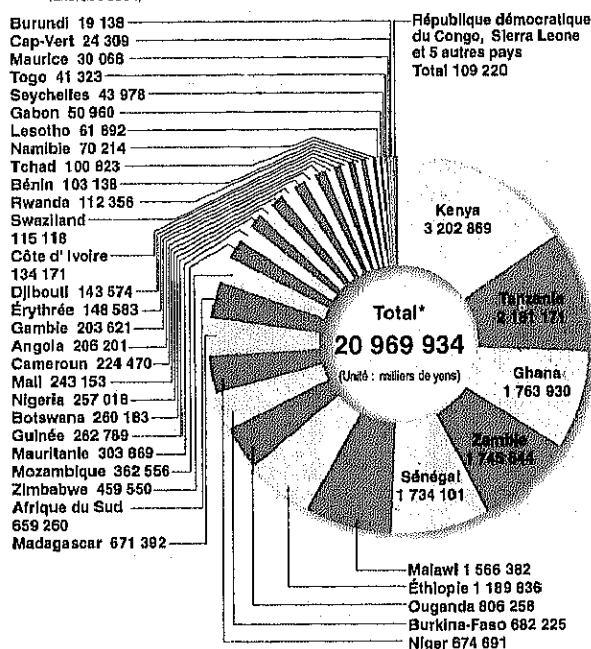
# Afrique



## Piliers de l'aide Ultime objectif : Réduire la pauvreté

### Résultats de la coopération par pays

(Exercice 2004)



\*Montant total de la coopération fournie aux pays mentionnés

Quelques années après la fin de la guerre froide, en 1993, le Japon a entrepris d'organiser la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD), conjointement avec des organisations internationales telles que les Nations unies, afin d'amener le reste du monde à s'intéresser davantage au développement du continent africain. Lors de la troisième TICAD (TICAD III) qui s'est tenue en 2003, le Japon a annoncé son intention de contribuer au développement de l'Afrique dans le cadre d'un partenariat mondial et en collaboration avec les pays africains. Il préconise une approche reposant sur trois piliers: développement centré sur l'être humain, réduction de la pauvreté grâce à la croissance économique et consolidation de la paix. Lors du Sommet Asie-Afrique qui s'est tenu en Indonésie en avril 2005, le gouvernement japonais a annoncé qu'il organiserait la quatrième TICAD (TICAD IV) en 2008. Il a également fait part de son intention de doubler l'aide publique au développement (APD) pour l'Afrique au cours des trois prochaines années dans le cadre de sa politique d'aide aux pays africains.

S'appuyant sur les lignes directrices de l'aide japonaise pour l'Afrique et sur les objectifs que partage la communauté internationale, notamment les « objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) », la JICA considère que la réduction de la pauvreté dans le respect de la sécurité humaine est l'objectif ultime du développement africain. L'Agence apporte une aide en accord avec les points suivants :

- 1) Contribution aux OMD (coopération visant à réduire la pauvreté, amélioration des indicateurs de développement social)
- 2) Réalisation de projets prenant en compte la sécurité humaine (soutien accru aux groupes et aux communautés vulnérables)
- 3) Mise en place rapide de l'aide à la reconstruction dans les pays sortant d'un conflit
- 4) Suivi de la TICAD III (développement centré sur l'être humain, réduction de la pauvreté par la croissance économique et consolidation de la paix) et collaboration avec le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)
- 5) Appui au processus d'élaboration de politiques de chaque pays d'Afrique et renforcement de la coordination de l'aide en conformité avec les cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP), etc.

En fournissant l'aide dans ces domaines, la JICA encourage la coopération intra-régionale entre les pays africains à partir de pôles régionaux, ainsi que la coopération Sud-Sud, afin que l'Afrique puisse bénéficier de l'expérience de l'Asie en matière de développement.

## État actuel du développement régional

### Situation actuelle de l'Afrique

Trente-quatre des 49 pays les moins avancés (PMA) se situent en Afrique. Suite à la stagnation prolongée de l'économie, le revenu par habitant est inférieur à son niveau des années 1960. Environ 40 % de la population vit sous le seuil de pauvreté d'un dollar par jour.

Parallèlement, de nouvelles difficultés, comme les maladies infectieuses (VIH/sida, paludisme, tuberculose, etc.) ainsi que la marginalisation du continent dans l'économie mondiale en termes de commerce, d'investissement et de systèmes d'information, contribuent à aggraver la pauvreté en Afrique. Si l'on considère l'indicateur du développement humain, calculé à partir d'indicateurs du développement social tels que la santé et l'éducation, ce continent rassemble les 25 pays les plus déshérités de la planète.

### L'appui à l'Afrique dans une période de transition

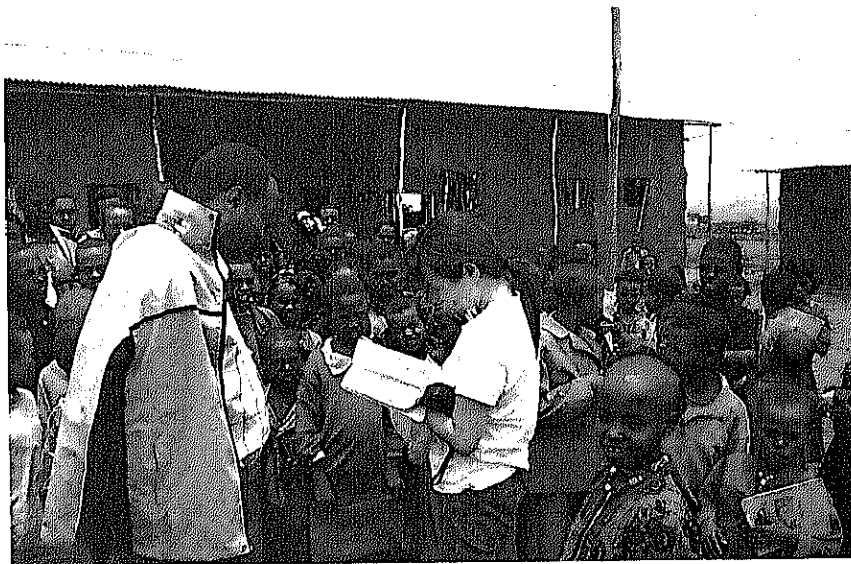
Depuis les années 1990, l'Afrique opère une transition sur les plans politique, économique et social.

Depuis les années 1980, le continent africain demeure le principal bénéficiaire de l'APD. Il n'empêche que le montant de l'APD a diminué, passant de 19,5 milliards de dollars (son plus haut niveau) en 1992 à 13,9 milliards de dollars en 2001. Cette évolution s'explique par la lassitude de l'aide qui s'est installée dans les pays occidentaux au cours de la décennie 1990.

Depuis 2001, toutefois, les pays occidentaux se sont engagés à augmenter l'aide en faveur de l'Afrique et le développement des pays africains a été le principal sujet de discussion lors du sommet du G8 qui s'est tenu en 2005 à Gleneagles en Angleterre.

Parallèlement, la démocratisation progresse dans certains pays : le Sénégal (en 2000) et le Kenya (en 2002) ont réussi une alternance politique sans heurt. D'autres pays, tels que l'Érythrée, l'Angola, la république démocratique du Congo et le Soudan, sont aujourd'hui en phase de reconstruction, à la suite d'accords de paix ayant mis fin à de longs conflits. Annoncé en octobre 2001, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) est une initiative qui insiste sur l'appropriation

par les pays africains de leur processus de développement ; ce partenariat est assorti d'un mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP), qui permet une surveillance mutuelle du processus démocratique par les différents pays. En juillet 2002, l'Organisation de l'unité africaine (OUA), fondée en mai 1963, a été réorganisée dans une optique de développement et rebaptisée Union africaine ; l'Union africaine, qui regroupe 53 régions et pays de ce continent, a désormais pour but d'intensifier les efforts d'intégration politique et économique régionale, et de favoriser la prévention et la résolution des conflits.



L'aide apportée à une communauté rurale permet la construction et la gestion d'une école grâce à la collecte de fonds et de matériels par des volontaires (projet d'amélioration de l'éducation de base au niveau communautaire en Ethiopie).

## Questions prioritaires dans les projets de la JICA

### Tirer parti de la TICAD

Au cours de l'exercice 2004, la JICA a consacré 21,2 milliards de yens à la coopération technique en Afrique. Si l'on y ajoute la coopération financière non remboursable (basée sur l'échange de notes), l'aide totale du Japon s'élève à 60 milliards de yens, ce qui en fait l'un des principaux pays donateurs en Afrique.

Les trois conférences internationales de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD en 1993, TICAD II en 1998 et TICAD III en 2003) ont été organisées conjointement par le gouvernement japonais et d'autres organisations dans le but d'attirer l'attention de la communauté internationale sur l'importance du développement africain. Lors de la TICAD III en 2003, le Japon a réaffirmé son appui au NEPAD à travers la TICAD - dans le droit fil de la politique de base du Japon- et souligné l'importance du respect de la sécurité humaine dans le développement de l'Afrique. Il a également annoncé son initiative pour la coopération en faveur de l'Afrique, qui s'appuie sur trois piliers : développement centré sur l'être humain, réduction de la pauvreté par la croissance économique et consolidation de la paix.

La JICA s'inspirera des résultats de la TICAD, sans jamais perdre de vue que l'objectif ultime du développement africain est la réduction de la pauvreté.

### Renforcer le soutien à l'Afrique

Au cours de l'année qui vient de s'écouler, la JICA a renforcé son soutien au continent africain en augmentant et en améliorant ses projets. La coopération technique est ainsi passée de 19,7 milliards de yens pour l'exercice 2003 à 21,2 milliards de yens pour l'exercice 2004. La JICA a également amélioré l'efficacité de la coordination entre les opérations de coopération technique, l'affection de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) et les activités de coopération financière non remboursable. Parallèlement, la JICA s'est attelée à des problèmes de développement émergents tels que la

consolidation de la paix et la coordination de l'aide.

La JICA a également consolidé la mise en place du système de soutien pour l'Afrique. L'Agence a par exemple ouvert de nouveaux bureaux (Ouganda, Gabon et Bénin) et elle a décentralisé le processus de décision et transféré plus de personnel dans les pays africains. Trois bureaux d'appui régional ont également été mis en place au Kenya, au Sénégal et en Afrique du Sud pour apporter une aide technique aux bureaux de la JICA en Afrique (qui, en juillet 2005, étaient au nombre de 21). Des groupes d'experts\* dans le domaine de la santé, de l'éducation et de l'agriculture, basés dans les bureaux d'appui régional au Kenya et au Sénégal peuvent ainsi se déplacer rapidement dans les pays voisins pour étudier la situation de ces pays et participer à la formulation de nouveaux projets de coopération. Un tel groupe a par exemple étudié la situation au Soudan et un autre a participé à la préparation du projet d'amélioration des programmes d'enseignement des sciences et des mathématiques en Ouganda.

\* Les bureaux d'appui régional sont responsables des domaines suivants :

- Bureau d'appui régional pour l'Afrique orientale et australe (intégré au bureau de la JICA au Kenya)
  - (1) Développement rural et agriculture, (2) éducation, (3) santé publique, (4) aide à la reconstruction, (5) coopération Asie-Afrique, (6) coordination de l'aide et gestion des finances publiques
- Bureau d'appui régional pour l'Afrique occidentale et centrale (intégré au bureau de la JICA au Sénégal)
  - (1) Développement rural et agriculture, (2) éducation, (3) santé publique, (4) pêche
- Bureau d'appui régional pour l'Afrique (comptabilité et achat) (intégré au bureau de la JICA en Afrique du Sud)
  - (1) Comptabilité, (2) achat

### Approches du développement pour l'Afrique

Étant donnée la situation actuelle de l'Afrique telle que décrite ci-dessus, la JICA réaffirme son engagement envers la coopération par le biais de l'intégration des approches et des perspectives dans le domaine de (1) la sécurité



humaine, (2) du CSLP et (3) de la coopération Sud-Sud.

### 1) Sécurité humaine

En Afrique, les efforts de la JICA en faveur de la sécurité humaine peuvent prendre deux directions.

La première direction est la reconstruction des pays dévastés par un conflit, la protection de la population et le renforcement des capacités. Dans des pays comme l'Angola, l'Érythrée ou le Sierra Leone, qui ont entamé leur reconstruction après la signature d'un accord de paix, la JICA apporte une aide axée sur la reconstruction et la stabilisation sociale. L'Agence permet aux combattants démobilisés de bénéficier d'une formation professionnelle et elle contribue au développement de communautés rurales destinées aux personnes déplacées, aux réfugiés et aux résidents de la région concernée.

La seconde direction est le renforcement des capacités institutionnelles et humaines afin d'aider la population à échapper à la pauvreté. Par exemple, pour enrayer la propagation du VIH/sida dans un pays en développement, il est essentiel de contribuer à améliorer l'efficacité de l'administration publique dans le domaine sanitaire et médical, et de développer les services de santé en renforçant les capacités nationales. Parallèlement, il convient d'améliorer l'information sur le VIH/sida et ses modes de transmission, et d'encourager les individus à modifier leurs comportements sexuels en leur apprenant comment se protéger efficacement.

### 2) Approches relatives aux CSLP

Les pays en développement doivent élaborer un CSLP dont ils pourront s'appropriier la mise en oeuvre. Par ailleurs, il appartient aux pays donateurs de fournir une aide conforme au CSLP du pays concerné. Depuis la seconde moitié des années 1990, beaucoup de pays ont adopté des approches s'appuyant sur les CSLP.

La JICA participe activement au processus de formulation et de mise en oeuvre des CSLP, tout en mettant l'accent sur leur appropriation par les pays africains. Des plans d'affectation des ressources à moyen terme sont essentiels pour une mise en place efficace des CSLP. C'est

pourquoi les gouvernements des pays en développement et les donateurs doivent travailler ensemble pour améliorer la capacité des pays en développement à gérer leur politique budgétaire. La JICA contribue à une mise en oeuvre plus efficace du CSLP par le biais de projets visant à renforcer la capacité des pays en développement.

### 3) Promotion de la coopération Sud-Sud

L'Afrique se compose d'un ensemble de pays et de communautés qui se distinguent profondément les uns des autres. Cependant, nombre de problèmes peuvent être résolus grâce aux efforts concertés de plusieurs pays de la région ; l'expérience acquise dans un pays peut servir de modèle pour résoudre un problème analogue dans un autre pays.

Dans cet esprit et conformément à l'approche de l'aide issue du processus de la TICAD, la JICA s'emploie à promouvoir (1) la coopération entre l'Asie et l'Afrique ainsi que (2) la coopération intra-régionale (y compris avec l'Afrique du Nord).

Entre autres activités dans le cadre de la coopération Asie-Afrique, la JICA a lancé un projet permettant aux responsables locaux de travailler ensemble dans le cadre du développement des communautés rurales. Le but de ce projet est de permettre aux responsables des communautés d'échanger leurs expériences et leur savoir pour qu'ils puissent trouver et appliquer des solutions plus efficaces aux problèmes de développement en Afrique.

La coopération intra-régionale commence à devenir plus importante. Soucieuse d'encourager la coopération mutuelle entre pays africains, la JICA offre son soutien à l'Institut africain pour le développement des capacités (AICAD), qui soutient des institutions d'enseignement supérieur dans trois pays d'Afrique de l'Est (le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda). Ces institutions mettent leurs efforts en commun dans le domaine de la recherche sur le développement des pays africains. Ces projets appuient les initiatives des Africains et respectent la sagesse et les savoirs ancestraux du continent africain.



Soutien à la production locale de riz pour améliorer les conditions de vie des agriculteurs (Ouganda)

# Actions face aux problèmes prioritaires

## Fixer comme objectif ultime la réduction de la pauvreté

Face à l'ampleur du problème de la pauvreté en Afrique, nul ne peut contester l'importance du développement des secteurs sociaux tels que la santé ou l'éducation.

Si l'on souhaite réduire durablement (sur le moyen et le long terme) la pauvreté dans les pays africains, il est indispensable de promouvoir un développement fondé sur la croissance économique. Étant donné que 70 % des Africains vivent dans des zones rurales et que la plupart d'entre eux sont pauvres, l'expansion de l'économie africaine passe en premier lieu par le développement de ces zones.

Ainsi, la JICA contribuera activement non seulement à traiter des questions urgentes comme l'augmentation des taux de scolarisation primaire en vue de renforcer l'autonomie des individus, la lutte contre le VIH/sida et l'approvisionnement en eau, mais aussi à promouvoir le développement rural et agricole comme soubassement de la croissance économique, l'éducation secondaire, la formation professionnelle, le développement de la création d'entreprises pour améliorer le niveau de vie et la modernisation de l'infrastructure de base (réseau routier local, alimentation en électricité, etc.).

## Développement centré sur l'être humain

Les efforts en faveur de l'instruction de base portent non seulement sur la construction d'écoles grâce à une aide sous forme de dons, mais aussi sur l'amélioration de la qualité de l'enseignement secondaire des sciences et des mathématiques au Kenya, au Ghana, en Afrique du Sud et dans d'autres pays, et sur l'augmentation de la scolarisation primaire. Depuis quelques années, l'action de l'Agence se concentre sur le renforcement des capacités administratives (études sur l'état des écoles, amélioration des capacités de planification des administrations scolaires locales, formation des directeurs d'école, etc.) et sur la promotion d'une gestion scolaire impliquant la participation des parents et de la communauté locale. En Éthiopie, où la décentralisation est à l'œuvre, la JICA contribue au renforcement des capacités en s'appuyant sur la participation de la communauté locale. L'Agence aide notamment les institutions locales à élaborer des plans éducatifs et elle contribue à l'amélioration des systèmes d'information.

En matière de santé et de soins médicaux, les activités de coopération se concentrent sur l'amélioration des capacités de prévention et de traitement précoce des maladies infectieuses qui constituent un grave problème en Afrique ; à cet égard, l'accent est mis sur le renforcement des soins de santé primaires (SSP). La JICA contribue à améliorer les structures administratives et les institutions en charge de la santé et des soins médicaux, et elle privilégie la formation de praticiens travaillant sur le terrain. Concernant l'un des problèmes urgents de l'Afrique, le VIH/sida, la priorité est donnée au conseil et au dépistage volontaire (CDV). La JICA participe au CDV en fournissant des kits de dépistage. Quant aux maladies infectieuses et parasitaires, le Kenya, le Ghana et la Zambie bénéficient de projets destinés à améliorer les capacités de leurs instituts de recherche et laboratoires de dépistage, ainsi que d'activités d'éducation

et de sensibilisation ; l'exécution de ces projets s'effectue en collaboration avec des volontaires japonais (JOCV) et des organisations non gouvernementales (ONG) locales.

Dans le domaine de l'approvisionnement en eau, l'Agence s'efforce d'étendre les projets mis en œuvre au niveau régional (notamment ceux qui concernent l'aménagement de puits profonds), conformément aux priorités de la TICAD I ; à cet égard, elle entend privilégier les projets de coopération qui prennent en compte les populations les plus pauvres, les femmes et les autres groupes socialement vulnérables. De plus, pour renforcer les capacités humaines nécessaires à l'entretien et à la gestion des installations d'approvisionnement et développer l'éducation et l'hygiène, la JICA met en place une coopération technique destinée non seulement aux ingénieurs, mais aussi aux administrations communautaires, tels que les comités de gestion de l'eau en Éthiopie et au Sénégal.

## Réduction de la pauvreté par la croissance économique

Parallèlement à ses efforts en matière de développement technique et de diffusion des techniques agricoles auprès des petits exploitants dans des pays comme la Tanzanie, le Kenya et le Ghana, l'Agence s'emploiera, avec la participation des agriculteurs, à étendre la culture du riz NERICA, une nouvelle variété de riz obtenue en croisant des variétés asiatiques (à haut rendement) et africaines (résistantes à la sécheresse).

Dans les régions ne bénéficiant d'aucun projet en particulier, la JICA déploie une aide sur les plans national et sectoriel, en privilégiant les actions ayant la plus large portée. Citons par exemple (1) la coopération axée sur le soutien aux politiques telles que l'étude de développement pour un programme sectoriel agricole en Tanzanie, (2) la mise en place d'un système efficace de vulgarisation et du renforcement des capacités, (3) l'appui à des activités de recherche, ou encore (4) des projets pilotes ayant un coût supportable.

L'un des problèmes qui pénalise la compétitivité des produits agricoles africains est la faiblesse de son système de distribution, elle-même imputable au manque d'infrastructures. Outre un projet pilote réalisé en Ouganda, la JICA appuie l'élaboration d'un plan de développement concret visant à améliorer le système de distribution et le traitement après récolte.

L'aide nécessaire à la construction d'infrastructures (routes, ponts, systèmes de télécommunication et de radiodiffusion) intervient essentiellement sous forme de dons. Au Kenya et en Éthiopie, d'autres actions portent sur la formation de personnel capable d'entretenir et de gérer ces équipements une fois leur construction terminée.

## Consolidation de la paix

La consolidation de la paix est une condition préalable importante à toutes les formes de développement. Compte tenu du contexte historique et culturel des pays africains, il convient de poser les bases du constitutionnalisme, de la démocratie et des droits de l'homme, et d'améliorer la transparence et l'efficacité des pouvoirs publics. De plus, il est essentiel de prévenir la récurrence des conflits

en permettant à l'économie et à la société de se redresser progressivement autour de valeurs démocratiques et de principes de bonne pratique de gestion des affaires publiques. Ainsi, au cours de l'exercice écoulé, la JICA a concentré ses actions de coopération sur la reconstruction post-conflictuelle et l'amélioration de la conduite des affaires publiques au Tchad, au Soudan, au Sierra Leone, en république démocratique du Congo et en Angola.

Au Tchad, en 2004, suite à l'arrivée massive de réfugiés soudanais fuyant la guerre civile de la région du Darfour, la JICA a aidé les habitants des communautés locales tchadiennes à proximité des zones d'accueil des réfugiés. Grâce à l'ouverture d'un bureau local\*, l'Agence a fourni

une aide d'urgence (approvisionnement en eau des villageois par exemple) ainsi qu'une aide au développement rural à moyen terme. En république démocratique du Congo, dans le cadre de la préparation des élections présidentielles et parlementaires de 2005, la JICA a assuré pour les personnes chargées du processus électoral une formation sur l'enregistrement des électeurs et sur les techniques de gestion des scrutins nécessaires au bon déroulement des élections de février 2005.

\* Le bureau d'Abéché au Tchad fournit les moyens de communication et un soutien logistique pour les opérations sur le terrain. Il a été mis en place pour une période déterminée, avec des objectifs précis, tels que la consolidation de la paix et l'aide à la reconstruction.

## Sur le Terrain Ghana - Projet de développement rural et d'amélioration de la santé

### L'objectif : Améliorer le niveau de vie de la région

#### Comme point de départ, le projet pilote d'amélioration de la santé

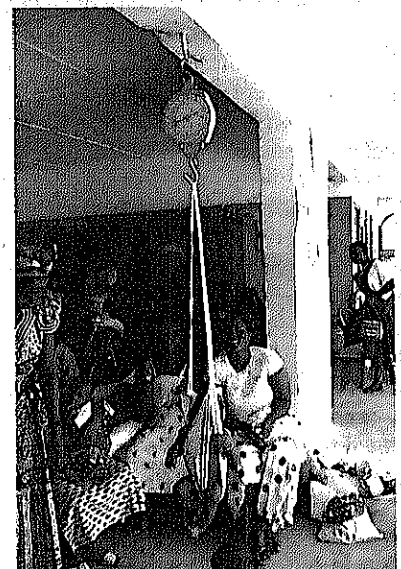
L'infrastructure sociale du district nord de Birim, dans le Sud-Est du Ghana, est l'une des moins développées du pays. En 1998, et pour une période de trois ans, la JICA y a mis en place un projet pilote de santé publique. Il s'agissait, à l'époque, du premier projet africain mettant l'accent sur l'autonomisation des communautés locales. La JICA a concentré ses efforts sur la mise en place de plannings familiaux et de services de santé maternelle et infantile au niveau local, l'amélioration de la nutrition et des conditions d'hygiène ainsi que de la santé scolaire, dans le but d'améliorer la santé des mères et des enfants. Pour cela, l'Agence a travaillé en partenariat avec une ONG locale, l'Association ghanéenne du planning familial (Planned Parenthood Association of Ghana, PPAG), qui jouit d'une excellente réputation pour ses activités dans le domaine de la santé reproductive.

Bien que le projet ait atteint son but, il semblait encore difficile pour les populations locales de gérer leurs activités sans l'aide du PPAG et de la JICA. En 2003, pour soutenir les efforts d'auto-assistance des populations

locales, l'Agence a mis en place un projet de trois ans, le projet de développement rural et d'amélioration de la santé, qui a pour but une amélioration générale de la qualité de vie dans la région.

#### Favoriser un développement autonome et durable une fois la coopération achevée

Dirigé dans chaque village par un comité d'action régionale et par des bénévoles (un homme et une femme par village), le projet a mené des actions de sensibilisation pour promouvoir la notion de planning familial dans 15 villages. Dans la perspective de transférer ces activités à l'administration locale, tels que les centres de soin du district, à l'issue de la période de trois ans, les gouvernements locaux sont en train d'apprendre les méthodes permettant d'offrir de meilleurs services aux populations locales. « À votre prochaine visite, vous verrez que nous avons acheté deux panneaux en acier galvanisé pour le toit de l'école », nous a déclaré, confiant, un membre du Club des mères (Mothers' Club). Visant à améliorer le niveau de vie des membres de la communauté, ce projet a donné naissance à de nombreuses activités génératrices de revenus tels que la



Les nouveau-nés et les bébés sont pesés et mesurés lors d'une tournée médicale.

création du Club des mères, l'extraction d'huile de palme et la culture du soja.

La JICA a œuvré en faveur d'une diffusion des résultats obtenus en soutenant diverses activités ; parmi elles, citons (1) la promotion de l'éducation dans le domaine de la santé publique dans les lycées grâce aux volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) et (2) le transfert de technologie dans le domaine des méthodes participatives et de la création de matériel éducatif audio-visuel grâce aux experts chargés de la coopération technique. Des véhicules obtenus pour les projets locaux grâce à l'aide sous forme de dons sont actuellement utilisés pour des tournées médicales dans 15 villages.

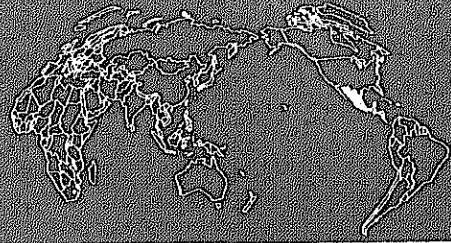
À la fin de la période de coopération, et dans le but d'assurer la durabilité du projet, la JICA continuera à fournir ses services pour répondre aux besoins de la communauté locale tout en poursuivant ses efforts pour dynamiser la région.

(Bureau de la JICA au Ghana)



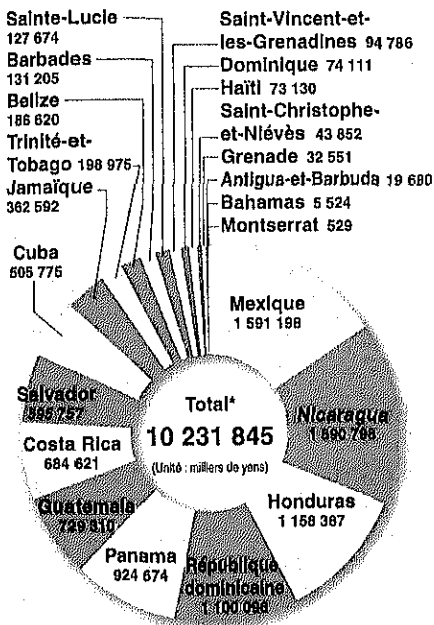
Les membres du Club des mères (Mothers' Club) se livrent au difficile travail de l'extraction de l'huile de palme pour améliorer leurs revenus.

# Amérique Centrale et Caraïbes



Piliers de l'aide L'objectif : Une croissance économique durable pour réduire la pauvreté

## Résultats de la coopération par pays (Exercice 2004)



\*Montant total de la coopération fournie aux pays mentionnés

Objectif prioritaire de l'effort de développement pour la plupart des pays d'Amérique Centrale et des Caraïbes, la lutte contre la pauvreté est essentielle à la consolidation de la paix dans la région, où certains pays ont été en proie à des guerres civiles. Pour cela, une croissance économique durable, qui améliorera la situation de l'emploi et les conditions de vie des populations, est déterminante, à la fois pour les différents pays et pour la région. Dans cette région composée de petits pays, les problèmes doivent être traités à l'échelle régionale, au-delà des frontières nationales.

Pour aborder ces problèmes prioritaires en Amérique Centrale et dans les Caraïbes, la JICA axe essentiellement son aide sur les problèmes suivants, et contribue au développement des ressources humaines et à la construction des structures étatiques tout en encourageant les efforts d'auto-assistance des pays bénéficiaires de l'aide. La JICA encourage par ailleurs la coopération régionale, la coopération Sud-Sud, de même que la coordination de l'aide et la collaboration avec d'autres donateurs.

- 1) Éducation  
L'amélioration de l'éducation de base est une priorité.
- 2) Santé publique et hygiène  
Il convient d'améliorer la qualité de la santé génésique, de la lutte contre les maladies infectieuses, des services de santé régionaux, de l'aide aux personnes handicapées et de

l'approvisionnement en eau salubre.

- 3) Développement agricole et rural  
La JICA contribue à l'amélioration de la productivité agricole et du niveau de vie des déshérités, ainsi qu'à la correction des disparités entre zones urbaines et rurales.
- 4) Développement du secteur industriel et des infrastructures socio-économiques  
Face à une mondialisation croissante de l'économie, il est essentiel de soutenir les petites et moyennes entreprises et de promouvoir le commerce et les investissements. Le développement des infrastructures liées à ces activités est essentiel au développement économique à moyen et long terme.
- 5) Protection de l'environnement  
Il est urgent de s'attaquer aux problèmes de pollution, de destruction du milieu naturel et de réchauffement climatique inhérents au développement économique. De plus, des efforts sont nécessaires au niveau régional, impliquant une collaboration entre pays.
- 6) Prévention des catastrophes naturelles  
Des mesures s'imposent de toute urgence, tant au niveau national que local, pour réagir en cas de catastrophe naturelle, comme les ouragans, qui touchent la région tous les ans, les inondations ou les séismes.
- 7) Amélioration de la sécurité publique  
L'amélioration de la sécurité publique reste une nécessité dans de nombreux pays.

## État actuel du développement régional

La région se compose de 21 pays, dont huit en Amérique Centrale et 13 dans les Caraïbes. Elle couvre une superficie de 2,96 millions de km<sup>2</sup>, soit 2,2 % de la surface de la planète et compte 173 millions d'habitants, soit 3 % de la population mondiale. La région réunit de nombreux petits pays : huit ont une superficie inférieure à 10 000 km<sup>2</sup> et neuf comptent moins d'un million d'habitants.

Dans les années 1990, la paix a été rétablie au Salvador, au Nicaragua et au Guatemala. Beaucoup de pays ont progressé dans le domaine des réformes démocratiques et économiques, ce qui a conduit à une amélioration de la stabilité politique et économique à travers la région, où quelques exceptions subsistent toutefois. Les États voisins partageant non seulement leur histoire, leurs cultures et leurs

langues, mais aussi les problèmes liés au développement, des progrès ont été accomplis sur le plan de l'intégration et la coopération au niveau régional, comme en témoignent le Système d'intégration d'Amérique Centrale (SICA) et la Communauté des Caraïbes (CARICOM).

Dans la région, les disparités restent néanmoins très prononcées, tant au sein des différents pays qu'entre les États. Les problèmes liés à la pauvreté, à la sécurité et à l'environnement se sont aggravés. Dans cette région composée de nombreux États de petite taille, ces problèmes ont dépassé les frontières nationales pour gagner les pays voisins. C'est pourquoi la région a besoin du soutien actif de la communauté internationale pour parvenir à résoudre ces problèmes.

## Questions prioritaires dans les projets de la JICA

Traitement des problèmes prioritaires par pays

### Mexique – Un soutien actif à la coopération Sud-Sud

Pays le plus vaste et le plus peuplé d'Amérique Centrale, le Mexique entretient des relations étroites avec

le Japon, comme en témoigne l'accord de partenariat économique Japon-Mexique entré en vigueur en avril 2005. Si le Mexique a entrepris d'affirmer sa position sur l'échiquier international, le pays reste confronté à de



nombreux problèmes : les disparités régionales subsistent dans ce pays où les États du Sud restent sous-développés. De plus, des progrès restent à accomplir sur le plan du développement industriel et régional, dans un contexte de mondialisation croissante. Enfin, le pays doit réussir à concilier protection de l'environnement et développement économique. L'aide de la JICA en matière de coopération technique se concentre sur ces axes prioritaires. Par ailleurs, l'Agence apporte également son soutien au Mexique dans la mise en œuvre de projets de coopération dans d'autres pays de la région.

### Salvador - De la reconstruction au développement économique et à la démocratisation

Depuis la signature d'un accord de paix en 1992, la consolidation de la paix et la reconstruction économique ont progressé au Salvador. Ce pays, où l'ouragan dévastateur de 1998 et le séisme de 2001 ont provoqué des dégâts considérables, poursuit activement ses efforts de reconstruction.

Les programmes de coopération de la JICA se concentrent sur les domaines prioritaires de la relance de l'économie, de la création d'emplois, du développement social, de la protection de l'environnement pour un développement durable ainsi que de la consolidation et du renforcement du processus démocratique.

### Nicaragua – Un soutien au développement du pays le plus pauvre d'Amérique Centrale

Le Nicaragua affiche le plus faible revenu par habitant de toute l'Amérique Centrale, et une grande partie de sa population vit en-dessous du seuil de pauvreté. Un cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) a été formulé en 2001 et en janvier 2004, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale ont approuvé les conditions de la réduction de sa dette.

Les axes prioritaires de la coopération japonaise au Nicaragua recouvrent le développement rural et agricole, la santé, l'hygiène et les soins médicaux, l'éducation, la prévention des catastrophes naturelles, le réseau routier et les autres infrastructures de transport, ainsi que l'appui au processus démocratique.

### Guatemala - Vers la réconciliation nationale et la stabilité sur le plan de la sécurité

Depuis la signature des accords de paix entre le gouvernement et les mouvements de guérilla de gauche,

en décembre 1996, le Guatemala a œuvré en faveur de la reprise et de l'amélioration de la démocratie. Toutefois, de nombreux problèmes subsistent, comme l'amélioration des conditions de vie dans les régions montagneuses, la sécurité et la réconciliation interethnique.

La JICA apporte une aide axée sur trois domaines : amélioration des conditions de vie pour les populations autochtones dans les zones rurales, développement économique durable dans le respect de l'environnement et consolidation de la démocratie.

### Honduras - Pour une coopération efficace basée sur le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP)

Après Haïti et le Nicaragua, le Honduras est l'un des pays les moins développés de la région. Alors que l'aide à la reconstruction fournie par divers donateurs après les ravages de l'ouragan meurtrier de 1998 décline progressivement, les donateurs concentrent désormais leurs efforts sur le développement social, coordonnant leurs efforts dans ce sens. Actuellement, l'application de mesures spécifiques conformes au CSLP élaboré en 2001 par le gouvernement hondurien constitue le défi majeur.

Dans ce pays, l'aide du Japon se concentre en priorité sur l'éducation, la santé et le développement des zones paupérisées.

### Costa Rica - Un État démocratique à la tête de la région

Le Costa Rica a réussi à mettre en place un excellent système éducatif et une protection sociale bien organisée. C'est aussi une démocratie stable, dans une région où l'instabilité politique a longtemps été la règle.

La JICA y apporte une aide axée sur la protection de l'environnement, l'amélioration du fonctionnement de la société civile et le développement industriel.

### Panama – Des réformes économiques nationales dans un pays centré sur son canal

Fortement tributaire des industries de service liées à son canal, le Panama a entrepris de moderniser et de réformer son économie depuis la restitution du canal en 1999, dans un contexte de mondialisation croissante. Tout en progressant vers des accords de libre-échange avec les États-Unis et d'autres pays, le gouvernement panaméen s'est aussi attaché à régler des problèmes intérieurs comme la pauvreté et la destruction de l'environnement.



Une JOCV effectue un test de dépiantage de la maladie de Chagas (Honduras) : après le paludisme, c'est la maladie parasitaire provoquant le plus de ravages en Amérique latine.



Le développement de l'écotourisme s'appuie sur l'environnement pour diversifier le tourisme, un secteur-clé pour le pays (Sainte-Lucie).

La réduction de la pauvreté dans les zones rurales, le développement durable de l'économie et de la société ainsi que la protection de l'environnement sont les domaines prioritaires des projets de la JICA.

### République dominicaine - Un objectif prioritaire : la réduction de la pauvreté

Bien que le pays ait connu une forte croissance économique jusqu'en 2001, le nombre de pauvres n'y a pas diminué pour autant. De la même manière, les inégalités de revenus et les disparités entre les régions subsistent. Par conséquent, la réduction de la pauvreté reste un problème prioritaire.

En République dominicaine, les actions de l'Agence privilégient la réduction de la pauvreté dans les zones rurales, le renforcement des services sanitaires régionaux, l'amélioration de l'éducation de base, le développement du tourisme, la dynamisation du commerce et des investissements ainsi que la protection de l'environnement.

### Caraïbes - Des activités de coopération à l'échelle régionale

La plupart des pays des Caraïbes sont petits avec une population peu nombreuse et leur indépendance est récente. Le revenu par habitant y étant relativement élevé et l'échelle de l'économie réduite, l'effort de coopération du Japon en direction de ces pays a été, et reste, peu

important.

Dans les Caraïbes, la JICA assure une coopération à l'échelle régionale, en collaboration avec des organisations régionales, comme la Communauté des Caraïbes (CARICOM), pour aborder des problèmes communs, tels que la prévention des catastrophes naturelles et la protection des ressources marines.



Inauguration d'un laboratoire de recherches sismiques destiné à la construction de logements antisismiques, dont la création a été décidée après le grand séisme de 2001 (Salvador).

## Sur le Terrain

Jamaïque

### Maintenance d'ordinateurs personnels par des JOCV spécialisés dans l'informatique

#### Développement d'un modèle d'enseignement des TI

##### Diffuser le savoir-faire pour la maintenance de PC et les petites réparations

Les volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) spécialisés en informatique, qui interviennent dans le monde entier, se heurtent souvent à un manque d'équipements. En Jamaïque, le gouvernement a décidé de mettre l'accent sur l'éducation dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC), mais le nombre d'ordinateurs dans les écoles est limité et les cours y sont souvent dispensés avec un tableau noir et des cahiers. Pour remédier à cette situation, la JICA assure la maintenance et des petites réparations d'ordinateurs personnels, en collaboration avec le ministère de l'Éducation et de la Culture. Les JOCV sont détachés auprès des différentes entités dépendant du ministère, pour y réparer le matériel, mais aussi pour organiser des ateliers où les enseignants apprennent à effectuer eux-même ces réparations. Ce projet a pour but de diffuser l'idée d'ordinateurs durables et fiables, ainsi que les connaissances nécessaires pour réparer le matériel, afin d'optimiser les possibilités d'éducation pour les élèves des écoles soumises à des contraintes budgétaires.

Les JOCV spécialisés en informatique

qui ont travaillé en Jamaïque ont remarqué que dans d'autres pays, les volontaires rencontraient les mêmes difficultés. Ce constat les a incités à organiser en décembre 2004 un atelier de travail régional, destiné aux volontaires de Jamaïque et à leurs collègues des Caraïbes. Intitulée « Mise en place de la formation pour la maintenance des ordinateurs personnels », cette manifestation a permis d'échanger des idées ainsi que l'expérience recueillie au cours d'ateliers précédents, afin de les appliquer efficacement à d'autres domaines. Bien que les JOCV soient à l'initiative de l'atelier, le ministère de l'Éducation et de la Culture a participé au projet dès sa conception et tout au long de sa préparation. Réunissant des fonctionnaires du ministère, des directeurs des entités locales et des enseignants, l'atelier a rencontré un vif succès. Le ministre de l'Éducation était présent le jour de la clôture de la manifestation.

##### Diffuser ce modèle dans les pays africains

En 2005, quantité d'ateliers ont été organisés en Jamaïque, grâce aux informations et aux compétences réunies lors

de l'atelier régional. Les documents préparés pour cette manifestation sont disponibles sur Internet (<http://jamaica.jocv.net/>) pour les JOCV et le personnel intéressé.

L'Agence souhaite que d'autres ateliers de travail puissent être organisés dans les Caraïbes et que leurs résultats soient partagés avec les pays africains. Sachant que la Jamaïque doit son développement à des hommes et des femmes venus d'Afrique, la JICA considère que les JOCV ont pour mission d'offrir un modèle de développement aux autres pays des Caraïbes et d'Afrique.

(Bureau de la JICA et des JOCV en Jamaïque)



Programme régional de formation destiné aux JOCV de Jamaïque et à leurs collègues des Caraïbes.

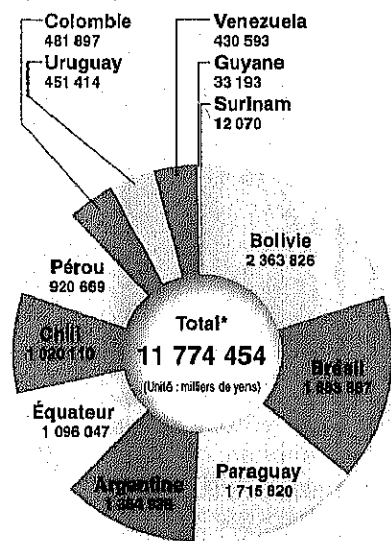
# Amérique du Sud



## Piliers de l'aide Favoriser le développement pour réduire les disparités

### Résultats de la coopération par pays

(Exercice 2004)



\*Montant total de la coopération fournie aux pays mentionnés

En Amérique du Sud, la démocratie a pris pied et les États mettent l'accent sur la privatisation des services publics et sur la libéralisation des échanges. Par ailleurs, ces pays qui se ressemblent de par leur histoire, leurs cultures, leurs langues et leur contexte social, accentuent leurs efforts de coopération régionale et d'intégration économique. Toutefois, la région regroupe des pays ayant atteint un niveau de développement économique relativement élevé et d'autres très peu développés. De plus, même les pays les mieux lotis comptent des régions pauvres, et la part de la population réduite à la pauvreté ne cesse de s'accroître, dans un contexte de croissance économique stable. Ces inégalités contribuent à l'instabilité politique et économique, elles engendrent des problèmes de société dus à la drogue et à la criminalité, et elles ont des effets néfastes sur l'environnement. Sur le plan de la sécurité humaine aussi, la résolution de ces problèmes constitue un enjeu prioritaire pour tous les gouvernements sud-américains, qui exigent l'aide de la communauté internationale.

Compte tenu de l'abondance des ressources naturelles de l'Amérique du Sud, de ses immenses capacités de production alimentaire et de la taille de son économie, les graves problèmes

politiques et économiques de la région, ainsi que l'accroissement de ses problèmes écologiques sont susceptibles d'avoir un impact de taille sur l'économie internationale et sur l'environnement à l'échelle mondiale.

Afin de corriger les disparités nationales et intra-régionales et de permettre un développement durable intégrant la perspective de la sécurité humaine, la JICA met en œuvre des projets dans les domaines suivants :

1. Soutien aux programmes de lutte contre la pauvreté visant à corriger les disparités régionales
2. Développement d'un environnement favorable à l'investissement et mesures en faveur du commerce
3. Prise en compte des problèmes de protection de l'environnement
4. Soutien à l'exploitation rationnelle des ressources naturelles, maintien et amélioration des capacités de production alimentaire
5. Contribution à l'intégration régionale et promotion de la coopération intra-régionale
6. Collaboration active avec les communautés Nikkel (personnes d'ascendance japonaise)

## État actuel du développement régional

### En dépit de la croissance économique, le nombre de pauvres augmente .....

L'Amérique du Sud a toujours été marquée par de fortes disparités sociales, héritées de l'époque coloniale. Dans les années 1980, des réformes économiques ont été mises en place, basées sur les politiques néo-libérales prônées par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. En conséquence, de nombreux pays ont enregistré une croissance économique, accompagnée toutefois d'une aggravation des disparités, d'un accroissement de la pauvreté et d'une montée de l'instabilité sociale.

Fortement tributaires des produits primaires, les économies sud-américaines sont très sensibles aux fluctuations de l'économie internationale. Pour maintenir une croissance économique stable, il convient de favoriser un environnement propice à l'investissement, y compris la promotion des petites et moyennes entreprises, ainsi que des mesures en faveur du commerce.

Les atteintes à l'environnement constituent l'un des problèmes engendrés par la croissance économique et l'augmentation de la pauvreté. Des mesures doivent être prises de toute urgence pour gérer les déchets solides dans les zones urbaines et la contamination des ressources en eau, mais aussi pour répondre à des problèmes qui dépassent le cadre régional, telle que la déforestation de l'Amazonie.

Doté de ressources abondantes ainsi que d'importantes capacités de production alimentaire, susceptibles d'être développées davantage, l'espace économique sud-américain est d'une importance cruciale pour le Japon, tributaire de ses importations sur le plan des ressources et de l'alimentation. Par ailleurs, les États sud-américains désireux de faire évoluer leurs économies pour ne plus être tributaires de leurs exportations de produits primaires



Projet d'amélioration du système de santé maternelle et infantile (Bolivie)

ont besoin de la technologie japonaise. Par conséquent, il existe bel et bien une complémentarité économique entre le Japon et l'Amérique du Sud.

En décembre 2003, le Mercosur (Mercado Común del Sur) a conclu un accord de libre-échange avec la Communauté andine et des négociations comparables sont en cours avec des États et des communautés situés hors de la région, tels que l'Union européenne et l'Inde. Les projets de coopération technique au sein de la région (coopération Sud-Sud) sont également nombreux.

### Présence des émigrés japonais et de leurs descendants

La coopération en Amérique du Sud est indissociable de la présence des communautés d'émigrés japonais et de leurs descendants (Nikkei). L'émigration de Japonais vers l'Amérique du Sud a débuté voici plus d'un siècle, et les émigrés japonais et leurs descendants sont bien intégrés à la société locale, dont ils sont devenus des membres actifs. La réussite économique de la communauté Nikkei dans de nombreux domaines



Aide aux petits exploitants agricoles de la région intérieure aride du Chili : formation technique à la culture en serre pour les fermiers locaux

tels que l'agriculture, la santé et l'éducation contribue à créer des relations amicales entre le Japon et les pays vers lesquels les Japonais ont émigré.

## Questions prioritaires dans les projets de la JICA

### Aide à la lutte contre la pauvreté

En Amérique du Sud, la JICA axe son aide sur la réduction des disparités et de la pauvreté en se concentrant sur la collaboration avec les administrations nationales et locales ainsi qu'avec les acteurs de la société civile.

- Bolivie : Projet d'amélioration du système de santé maternelle et infantile
- Équateur : Étude de développement sur la réactivation de la productivité et la réduction de la pauvreté dans la région du centre-sud du pays (provinces d'Azuay et de Cañar)

### Développement d'un environnement favorable à l'investissement et promotion du commerce

Pour contribuer à promouvoir les exportations et les investissements au sein de la région et avec d'autres régions, la JICA apporte une aide associée au développement économique, à la promotion de l'industrie, aux études de développement régional et aux études sur le développement des infrastructures (formulation d'un plan directeur et étude de faisabilité). Le transfert des connaissances et des technologies japonaises se fait par l'intermédiaire d'experts qui contribuent ainsi au développement des ressources humaines.

- Venezuela : Soutien à la mise en place d'un système d'enregistrement et de développement de consultants spécialistes de la gestion des petites et moyennes entreprises (PME)
- Paraguay : Formation des dirigeants pour les petites et moyennes entreprises (PME)

### Prise en compte des problèmes d'environnement

La JICA apporte une aide dans les domaines de la lutte contre la pollution de l'air, la contamination de l'eau, la gestion des déchets dans les zones urbaines, ainsi que la protection de l'environnement et de la biodiversité en Amazonie et aux Galapagos.

- Brésil : Projet de protection des forêts et de sensibilisation à l'environnement dans l'Est de l'Amazonie
- Équateur : Projet de protection de la réserve marine des Galapagos

### Utilisation rationnelle des ressources souterraines, maintien et amélioration des capacités de production alimentaire

La JICA a apporté une aide axée sur l'étude et la prospection des ressources minérales mais aussi une aide permettant de résoudre les problèmes de pollution liés à l'exploitation minière.

Par ailleurs, afin de maintenir et d'améliorer la production agricole, l'Agence a mis en place des projets de coopération en faveur d'un développement agricole durable en Amérique du Sud.

- Bolivie : Projet de Centre de recherches sur l'environnement minier
- Brésil : Renforcement du système de soutien technique pour les petits exploitants agricoles de l'État de Tocantins

### Intégration régionale et promotion de la coopération intra-régionale

La JICA a entrepris une coopération à grande échelle





Des collégiens et des lycéens participent au projet « Semences pour la paix », proposé par un JOCV pour relancer l'agriculture locale ravagée par la guerre civile (Colombie).

avec le Mercosur, qui a dynamisé la région.

- Étude sur l'amélioration des technologies de conditionnement pour la distribution des marchandises produites dans les pays du Mercosur
- Projet de développement de l'activité touristique

Par ailleurs, afin d'encourager la coopération intra-régionale (coopération Sud-Sud), le Japon a conclu des programmes de partenariat (PP) avec le Chili, l'Argentine et le Brésil. Les programmes suivants ont été entrepris, non seulement en direction d'autres pays de la région, mais aussi dans d'autres régions du monde, comme l'Afrique.

- JCPC (PP avec le Chili) : aquaculture à Cuba, hygiène des animaux d'élevage en Bolivie
- PPJA (PP avec l'Argentine) : hygiène des animaux

Un expert collabore à l'amélioration des services de rééducation des personnes handicapées (projet de rééducation fonctionnelle des personnes handicapées au Chili). Photo : Kazuyoshi Nomachi



d'élevage et recensement de la population au Paraguay et en Bolivie

- JBPP (PP avec le Brésil) : techniques de plantation du manioc et d'autres plantes tropicales, services de santé publique (cours de formation à l'intention des pays lusophones du continent africain et du Timor-Leste)

### Collaboration avec les communautés Nikkei

La JICA mène des projets en collaboration avec les communautés d'émigrés japonais et de leurs descendants. Ainsi, des experts brésiliens d'ascendance japonaise ont été envoyés dans plusieurs pays de la région. La JICA continuera à collaborer étroitement avec les communautés Nikkei qui peuvent se prévaloir d'expériences réussies dans toutes les régions d'Amérique du Sud.

## Sur le Terrain

### Brésil

#### Projet pour l'amélioration des services de santé communautaire en Amazonie brésilienne

##### Améliorer la santé des gardiens de la forêt amazonienne

###### Une communauté semblable à un îlot au milieu de l'océan

La ville de Manicoré, où le projet a été mis en place, se situe dans l'État de l'Amazonas, en Amazonie, au Brésil. Cette petite ville est un véritable îlot perdu dans l'océan de verdure de la forêt amazonienne. Pour les communautés isolées installées sur les rives du fleuve, le bateau est le seul moyen de transport pour se rendre à la ville. Seules 40 000 personnes vivent dans une région de la taille de l'île de Kyushu. C'est dire si la densité de population y est faible.

La seule façon d'améliorer la santé publique dans cette très vaste région mal desservie consiste à transférer aux populations les connaissances nécessaires à la prévention des maladies et au maintien d'une bonne santé. La région compte de nombreux endroits si reculés qu'une ou deux nuits de voyage en bateau sont nécessaires pour transporter un malade vers un centre urbain. Par conséquent, la prévention est une priorité à Manicoré.

###### Renforcement des capacités et de la motivation des agents de santé communautaire

Le projet se concentre sur le personnel de santé local, qui n'est pas constitué de professionnels, comme des infirmiers, mais de personnes sans formation. En collaboration avec une association à but non lucratif, HANDS (Health and Development Service do Brasil) et avec les services sanitaires de la ville de Manicoré, la JICA s'emploie à renforcer la capacité et la motivation des agents de santé communautaire grâce à la formation, à l'aide aux visites à domicile et à la collaboration avec d'autres ONG et groupes locaux. La motivation et l'enthousiasme des agents de santé ont été renforcés grâce aux formations reçues et aux conseils qu'ils ont ainsi pu dispenser aux femmes enceintes et aux jeunes mères, aux enfants et aux patients souffrant d'hypertension artérielle chronique.

L'Amazonie fait souvent parler d'elle pour des questions associées à la protection de l'environnement.

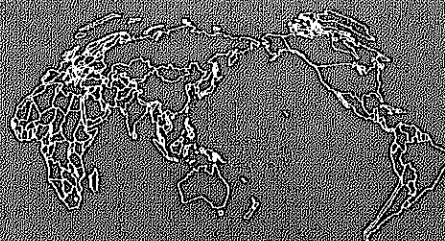
Toutefois, en allant à la rencontre des populations locales, nous constatons que les efforts soutenus destinés à améliorer les conditions de santé vont de pair avec un développement durable, pour permettre aux hommes et à la nature de coexister. Dans une région aussi peu peuplée, qui vit des bienfaits de la nature, un développement sauvage ne peut avoir que des conséquences désastreuses. Incontestablement, les habitants de cette région sont les gardiens de la forêt amazonienne et de ses trésors.

(Bureau de la JICA au Brésil)



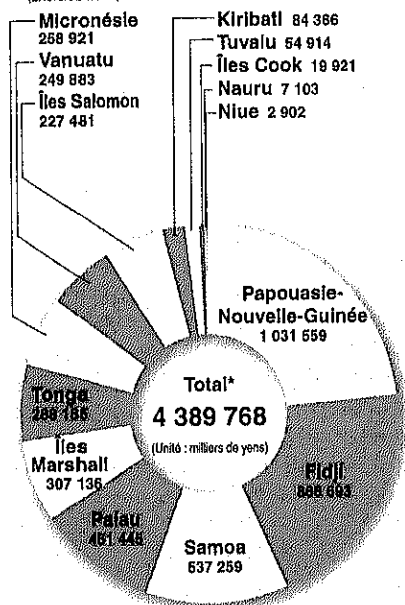
Démonstration de l'utilisation adéquate d'une brosse à dents

# Océanie



**Piliers de l'aide** Le développement des ressources humaines et la protection de l'environnement sont indispensables pour le développement durable des micro-États insulaires

## Résultats de la coopération par pays (Exercice 2004)



\*Montant total de la coopération fournie aux pays mentionnés

Dans cette région, le développement de sociétés indépendantes à l'égard des anciennes puissances de tutelle constitue un enjeu prioritaire. La mise en place de services administratifs et sociaux autonomes et l'essor de l'économie reposent dans une large mesure sur le développement des ressources humaines et de l'infrastructure socio-économique. Par ailleurs, pour que ces actions permettent un développement durable, l'accent est mis sur la gestion rationnelle des ressources naturelles et sur la protection de l'environnement.

Le développement des ressources humaines s'appuie d'une part sur l'envoi de volontaires (principaux secteurs d'intervention : enseignement primaire et secondaire, formation professionnelle, santé et soins médicaux), d'autre part sur la participation de nombreux responsables administratifs à des formations. La formation à distance, qui exploite les technologies de l'information et des communications (TIC), est mise à profit pour la coopération en matière d'enseignement supérieur. Dans le domaine de la santé et des soins médicaux, l'aide se concentre sur les programmes de vaccination et sur la lutte contre les maladies infectieuses telles que le paludisme et la filariose.

Dans le cadre du développement de



Enfants d'un village installé à proximité d'une plantation de cocotiers (Vanuatu) Photo : Hiroshi Inoue

l'infrastructure socio-économique (routes, ports et aéroports, alimentation en électricité et en eau), la JICA apporte une aide financière pour la construction des installations et une coopération technique pour leur maintenance et leur exploitation.

Les problèmes écologiques liés à la destruction des récifs coralliens et à la gestion des déchets solides deviennent de plus en plus préoccupants. Dans ce domaine, la JICA encourage une coopération transfrontalière à l'échelle de la région ; la protection de l'environnement, problème de portée mondiale, doit devenir un enjeu commun à tous les pays d'Océanie.

## État actuel du développement régional

### Des structures économiques fragiles

Les États insulaires de la région se caractérisent globalement par des superficies réduites, des populations peu importantes et des économies à petite échelle. La principale particularité de leur structure économique réside dans leur forte dépendance à l'égard des industries primaires. Elle est donc fragile et aisément perturbée par les conditions météorologiques ou les fluctuations des cours mondiaux. De nombreux problèmes restent à résoudre avant que ces pays puissent accéder à un certain degré d'autonomie économique. Ces difficultés sont liées à une fragmentation territoriale en espaces multi-insulaires, à un marché intérieur de taille limitée, à l'éloignement des marchés internationaux et à des moyens de transport et de communication insuffisants pour compenser ces handicaps.

Les relations avec les anciennes puissances de tutelle sont généralement étroites. Toutefois, ces dernières années, le niveau des apports d'aide bilatérale et multilatérale en faveur des pays océaniques en développement est resté inchangé. Les trois États fédérés de Micronésie ont obtenu leur indépendance vis-à-vis des États-Unis et ils reçoivent depuis une aide financière, conformément aux prescriptions

de l'Accord de libre association avec les États-Unis. Toutefois, depuis quelque temps, l'aide financière tend à évoluer vers une coopération technique.

### Tirer parti du troisième Forum Japon-Pacifique Sud (Forum des Îles du Pacifique)

L'instauration d'une société et d'une économie qui ne soient plus tributaires de l'aide est un enjeu majeur pour les micro-États insulaires d'Océanie. Ces pays se heurtent à des problèmes comparables en matière d'environnement (gestion des déchets, changement climatique et élévation du niveau de la mer), de ressources humaines et de développement des transports et des télécommunications entre les îles. Par conséquent, une approche globale au niveau de la région s'impose. Chaque État met l'accent sur la promotion de la coopération régionale pour le traitement conjoint des questions communes, comme la réduction des dépenses dans le secteur public et la promotion des investissements privés favorables au développement des principales activités économiques (agriculture, pêche, tourisme).

Le troisième Forum Japon-Pacifique Sud (Forum des Îles du Pacifique) qui s'est tenu à Okinawa en mai 2003

a réuni des responsables et des ministres de 15 pays et territoires, tous membres du Forum à l'exception de Nauru. Les participants y ont adopté l'Initiative d'Okinawa, une stratégie de développement régional en faveur d'une zone Pacifique-Océanie plus sûre et plus prospère ; elle s'articule autour d'objectifs prioritaires en matière de sécurité, d'environnement, d'éducation, de santé et de croissance économique. Par ailleurs, des précisions ont été apportées sur les plans d'action conjoints du Japon et des membres du Forum. La coopération bilatérale ou multilatérale devrait servir de cadre au règlement de ces problèmes à moyen ou à long terme. La JICA réalise des programmes d'aide prenant intégralement en compte les résultats du Forum. En 2005, la troisième et dernière année des plans d'action, de nouveaux efforts seront mis en œuvre pour atteindre les objectifs définis.



Coopération pour la réalisation d'un programme éducatif destiné à améliorer la qualité de l'enseignement (Papouasie-Nouvelle-Guinée).

## Questions prioritaires dans les projets de la JICA

### Soutien à l'autonomie et protection de l'environnement

Tous ces pays diffèrent par la taille, l'économie, la composition ethnique, la population, les ressources naturelles, l'organisation traditionnelle de la société, le mode de vie et la capacité des gouvernements respectifs à formuler et à mettre en place des plans de développement. L'aide fournie doit donc être soigneusement adaptée aux besoins et au niveau de développement de chaque pays. Comme leur accession à l'indépendance est relativement récente et qu'ils sont tributaires d'industries primaires, il faut y privilégier le développement des ressources humaines. Par ailleurs, il est important d'aider ces pays à dépasser les facteurs contraignants liés à leur insularité : isolement, petite taille et vulnérabilité.

Deux questions urgentes se posent pour la quasi-totalité des pays d'Océanie : d'une part, un soutien pour accéder à l'autonomie économique et sociale, d'autre part, la protection de l'environnement et l'utilisation rationnelle des ressources dans un contexte de développement durable. Dans la pratique, l'apport d'aide passe par l'identification et la formulation préalables de projets de coopération qui profitent effectivement à la région dans sa totalité. Parallèlement, il est essentiel de se rapprocher d'autres donateurs connaissant bien les pays insulaires et des organisations internationales présentes dans la région.



Ces participants suivent une formation à la gestion de la santé, dispensée par une infirmière itinérante régionale (Fidji).

### Soutien à l'autonomie économique et sociale

Pour que le soutien apporté conduise à une autonomie économique et sociale, il convient d'associer efficacement la valorisation des ressources humaines en vue de développer les capacités nationales et l'amélioration des infrastructures nécessaires à l'essor des industries de base.

Les actions de coopération de la JICA en matière de ressources humaines passent par l'envoi de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) et l'accueil de participants à des formations techniques. Il s'agit de constituer un corps de personnes qualifiées, en mesure de prendre en charge la gestion de l'économie, la planification du développement et d'autres fonctions vitales de l'industrie.

La modernisation des infrastructures nécessaires au développement des secteurs clés de l'industrie est menée à bien conformément aux besoins des pays insulaires dans le domaine de la communication, de la télé et radiodiffusion, des transports, des routes et de l'énergie. Ils bénéficient en outre d'une aide dans le domaine de la pêche, du transport maritime et du développement des ressources liées à la pisciculture, à la promotion des petites entreprises de pêche, à l'élaboration des cartes marines, aux inspections maritimes et à l'exploration des ressources minières des fonds marins.

### Protection de l'environnement et exploitation rationnelle des ressources

Une partie de la région connaît des problèmes tels que la destruction des écosystèmes côtiers, la pêche excessive de certaines espèces de poisson, l'abattage des forêts tropicales et la mauvaise gestion des déchets. Afin de garantir un développement durable par la protection de l'environnement et la gestion rationnelle des ressources, la JICA axe son aide directement sur la préservation des richesses naturelles, notamment la protection des récifs coralliens et la gestion des déchets. Le Centre international de protection des récifs coralliens des îles Palau (projet du Programme commun d'action Japon-USA) illustre bien ce type d'aide. Ce Centre construit grâce à des apports de coopération financière non remboursable du Japon est appelé à devenir une base de recherche internationale consacrée à la protection des récifs coralliens. Diverses

actions de coopération technique ont été engagées, notamment la rénovation de l'aquarium du Centre, la surveillance des récifs coralliens et diverses activités dans le domaine de l'éducation et de l'information.

### Coopération bénéfique à l'ensemble de la région

En Océanie, la coopération s'effectue en collaboration avec les autres organismes d'aide et les organisations internationales. Parmi les initiatives profitables à l'ensemble de la région, citons un projet de coopération technique portant sur la formation à distance et le développement des technologies de l'information et des communications (TIC) reposant sur la mise en place d'un réseau de télé-enseignement par satellite pour des pays voisins (projet réalisé en collaboration avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande) à l'Université du Pacifique Sud aux Fidji. Cet établissement est la clé de voûte de l'enseignement supérieur pour les 12 pays et territoires océaniques.

Parmi les actions de ce type menées par les organisations internationales présentes dans la région, on peut également mentionner le projet de coopération financière non remboursable pour le Centre d'enseignement et de formation du siège du Programme régional pour l'environnement du Pacifique Sud (PREPS ou SPREP, South Pacific Regional Environment Programme) et la coopération technique à l'échelon régional pour la gestion rationnelle des déchets.

Dans le domaine de la santé, la mise en œuvre et la planification du Programme élargi de vaccination (PEV) ont été améliorées dans 13 pays et territoires et une coopération technique au niveau régional permet le suivi du personnel chargé de la mise en œuvre du PEV. Partenaire du Programme d'élimination de la filariose lymphatique (Pac ELF, ou Pacific Programme to Eliminate Lymphatic Filariasis) mis en œuvre par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans 22 pays ou zones de la région, la JICA fournit depuis 2000 des médicaments et des kits de diagnostic, et elle envoie sur le terrain des JOCV dans le cadre d'un plan sur cinq ans.



Ces participants à une formation pour les pays-membres du Forum des Îles du Pacifique apprennent des techniques de gestion des déchets.

## Sur le Terrain

### Fidji

#### Renforcement des capacités pour le personnel chargé d'évaluer l'impact sur l'environnement

#### Concilier développement et environnement

##### Des récifs coralliens endommagés par les eaux usées des complexes hôteliers

Aujourd'hui, le tourisme est la principale industrie des îles Fidji. Dans tout le pays, de nombreux complexes hôteliers sont en cours de planification et de construction, avec le soutien actif du gouvernement et du ministère du Tourisme. Toutefois, l'ONG Greenpeace a constaté que depuis plusieurs années, les magnifiques récifs coralliens de la région sont endommagés par les eaux usées provenant des complexes hôteliers. Pour sauvegarder ces récifs qui représentent une ressource touristique précieuse, une évaluation de l'impact

sur l'environnement s'impose, ce qui implique toutefois le développement des ressources humaines dans l'administration, ainsi que l'adoption d'une législation adéquate.

Le gouvernement des îles Fidji a demandé à un promoteur immobilier d'installer un système de traitement des eaux usées efficace comme condition préalable à l'octroi d'un permis de construire pour de nouveaux complexes hôteliers. Pour les complexes existants, le gouvernement a demandé une évaluation des équipements de traitement des eaux usées et une étude scientifique permettant de déterminer la qualité des eaux.

##### Création d'un manuel sur la gestion de l'environnement

Grâce à l'appui financier de la JICA, le gouvernement des îles Fidji a tout d'abord fait réaliser une enquête sur la qualité des eaux et l'état des systèmes de traitement des eaux usées d'une quarantaine d'établissements de grande taille sur les îles de Yasawa et de Mamanuca, ainsi que sur la Côte de Corail où sont implantés un grand nombre d'établissements touristiques. Cette étude confiée par la JICA à

l'Institut des Sciences appliquées de l'Université du Pacifique Sud a conclu que plus de la moitié des établissements devaient être améliorés.

Puis ces résultats ont été présentés aux responsables de tous les établissements et aux autorités nationales lors d'un atelier, pour illustrer la nécessité d'améliorer le traitement des eaux. Un manuel sur la gestion de l'environnement a été rédigé et distribué à l'Association de l'hôtellerie et aux organisations compétentes, comme l'OMS. Conçu en collaboration avec l'Université du Pacifique Sud, ce manuel s'intitule « Améliorer la gestion des eaux usées dans l'industrie touristique des îles Fidji : Manuel à l'intention des complexes hôteliers ».

La rédaction de ce document a permis aux différents organismes gouvernementaux de renforcer encore leurs liens. En mars 2005, la loi sur la gestion de l'environnement a été promulguée, instituant un contexte permettant une amélioration et un meilleur suivi des systèmes de traitement des eaux usées des complexes hôteliers existants.

(Bureau de la JICA aux Fidji)



Des enseignants et des étudiants de l'Université du Pacifique-Sud se rendent sur le futur site d'un complexe hôtelier.